



RÈGLEMENT NUMÉRO 2001-1 SUR L'ÉTABLISSEMENT DES QUOTES-PARTS ET LEUR PAIEMENT PAR LES MUNICIPALITÉS FAISANT PARTIE DE LA COMMUNAUTÉ MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL

ATTENDU qu'en vertu de l'article 177 de la Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal (L.Q. 2000, c. 34, modifiée par L.Q. 2000, c.56), les dépenses de la Communauté, à l'exception de celles relatives à un service faisant l'objet d'un tarif particulier ou de celles autrement régies par la présente loi ou par d'autres lois, sont réparties entre les municipalités en proportion de leur potentiel fiscal respectif, au sens de l'article 261.5 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1);

ATTENDU qu'en vertu de l'article 177 de cette loi, la Communauté peut, par règlement, prévoir que tout ou partie de ses dépenses sont réparties en fonction d'un autre critère;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 178 de cette loi, le conseil prévoit, par règlement, les modalités de l'établissement des quotes-parts des dépenses de la Communauté et de leur paiement par les municipalités;

ATTENDU que la Communauté, plutôt que de fixer le taux de l'intérêt payable sur un versement exigible, peut prévoir que ce taux est fixé par résolution lors de l'adoption du budget de la Communauté;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 179 de cette loi, le conseil peut décréter, dans ce règlement, que le taux d'intérêt payable sur un versement de quote-part exigible, s'applique à toute somme payable à la Communauté;

ATTENDU qu'il y a lieu de prévoir des mesures transitoires concernant l'établissement des quotes-parts et leur paiement par les municipalités pour le premier exercice 2001;

ATTENDU qu'un avis de motion a été régulièrement donné afin d'adopter un règlement à cet effet;

IL EST STATUÉ ET DÉCRÉTÉ :

SECTION 1 – CRITÈRES GÉNÉRAUX DE RÉPARTITION

1. À l'exception de celles relatives à un service faisant l'objet d'un tarif particulier ou de celles autrement régies par la loi ou par le présent règlement, les dépenses de la Communauté, y compris celles qui résultent du paiement de l'intérêt, des accessoires et de l'amortissement des emprunts de cette dernière, sont réparties entre les municipalités en fonction du potentiel fiscal respectif de chacune des municipalités, tel que prévu à l'article 177 de la Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal (L.Q. 2000, c. 34).
2. Le potentiel fiscal est établi conformément à l'article 177 de la loi sur la base des rôles d'évaluation foncière déposés et tenus à jour jusqu'au 1^{er} octobre de l'exercice financier

précédant celui pour lequel les quotes-parts sont calculées. Toutes les données servant à établir le potentiel fiscal nécessaire à l'établissement des quotes-parts doivent être fournies par chaque municipalité à la Communauté au plus tard le 15 octobre de chaque année.

SECTION 2- ÉQUIPEMENTS MÉTROPOLITAINS

3. La présente section s'applique aux quatre équipements métropolitains prévus à l'article 156 et à l'annexe V de la Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal, pour les années 2001 à 2005. À partir de l'année 2006, les critères généraux de répartition s'appliquent et seuls les articles 3, 4 et 8 de la présente section continuent à s'appliquer.
4. Le montant de déficit à répartir est basé pour chacun des équipements métropolitains sur les derniers résultats financiers de l'exercice précédant la date de dépôt du budget de la Communauté.
5. La municipalité sur le territoire de laquelle est situé un équipement métropolitain doit assumer 50 % du déficit de cet équipement, déduction faite de toutes subventions de fonctionnement reçues du gouvernement du Québec par la Communauté à l'égard de cet équipement.
6. Le solde du déficit d'un équipement métropolitain est réparti aux autres municipalités dans la proportion de leur potentiel fiscal respectif, après soustraction du potentiel fiscal de la municipalité sur le territoire de laquelle est situé l'équipement métropolitain.
7. À compter du 1^{er} janvier 2002, la Ville de Montréal assumera les quotes-parts des anciennes municipalités fusionnées en vertu de la Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais (L.Q. 2000, c. 56).

La Ville de Montréal devra fournir, au plus tard le 15 octobre de chaque année, les données permettant l'établissement du potentiel fiscal de chacune des municipalités fusionnées et qui font partie de la Ville de Montréal à compter du 1^{er} janvier 2002.

8. Toutes les données requises pour l'établissement des quotes-parts concernant les équipements métropolitains doivent être transmises à la Communauté par les municipalités sur le territoire desquelles est situé un équipement métropolitain au plus tard le 15 octobre de chaque année.

SECTION 3- PROGRAMME DE LA SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC DESTINÉ À UN ORGANISME À BUT NON LUCRATIF OU À UNE COOPÉRATIVE D'HABITATION

9. La contribution de base versée par une municipalité membre de la Communauté à un organisme à but non lucratif ou à une coopérative d'habitation, en ce qui concerne la réalisation de projets conformes à un programme mis en oeuvre par la Société d'habitation du Québec et approuvés par la municipalité avant le 1^{er} janvier 2001 est assumée intégralement par cette municipalité.

10. La contribution de base versée par une municipalité membre de la Communauté à un organisme à but non lucratif ou à une coopérative d'habitation, en ce qui concerne la réalisation de projets conformes à un programme mis en oeuvre par la Société d'habitation du Québec et approuvés par la municipalité à compter du 1^{er} janvier 2001 est remboursée intégralement à la municipalité par la Communauté et les critères généraux de répartition s'y appliquent.

SECTION 4- ÉTABLISSEMENT DES QUOTES-PARTS ET DES VERSEMENTS

11. Dans les 15 jours de l'adoption du budget de la Communauté, le trésorier de la Communauté établit les quotes-parts provisoires ou définitives ainsi que le montant des versements qui sont payables par chaque municipalité.
12. Le trésorier de la Communauté établit les quotes-parts provisoires dans les cas suivants :
- a) Un budget n'est pas adopté le 1^{er} janvier de l'exercice financier pour lequel il est fait; ou,
 - b) Le trésorier n'a pas reçu, en temps utile, tous les renseignements lui permettant d'établir les quotes-parts définitives.

Aucune contestation ne peut être engagée par une municipalité sur une quote-part provisoire établie par le trésorier.

13. Dans le cas où un budget n'est pas adopté le 1^{er} janvier de l'exercice financier pour lequel il est fait, le trésorier de la Communauté établit des quotes-parts provisoires égales aux quotes-parts définitives de l'exercice financier précédent. Lorsque le budget est adopté, ou au plus tard le 31 décembre de l'exercice courant, le trésorier de la Communauté établit la quote-part définitive payable par chaque municipalité et le montant de chaque versement en faisant les ajustements requis pour tenir compte de la quote-part provisoire qui a été payée.
14. Dans le cas où il n'a pas reçu, en temps utile, tous les renseignements lui permettant d'établir les quotes-parts définitives, le trésorier de la Communauté établit les quotes-parts provisoires basées sur les renseignements déjà reçus et sur les autres données les plus récentes mises à sa disposition.
- Sur réception de tous les renseignements requis, le trésorier établit les quotes-parts définitives en faisant les ajustements requis.
15. Lorsque les quotes-parts définitives pour un exercice financier ne peuvent être établies par le trésorier de la Communauté avant le 1^{er} octobre du même exercice financier, les ajustements sont payables à la date du prochain versement des quotes-parts de l'exercice qui suit la date de la répartition définitive.

16. Dans les 15 jours de l'adoption d'un budget supplémentaire ou de la date à laquelle des crédits sont censés adoptés en vertu de l'article 169 de la loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal, le trésorier de la Communauté établit la quote-part résultant de ce budget qui est payable par chaque municipalité.

SECTION 5 – PAIEMENT DES QUOTES-PARTS

17. Dans les 10 jours de l'établissement des quotes-parts et des versements, le trésorier de la Communauté doit aviser les municipalités du montant de la quote-part et des versements payables par chacune d'elles.
18. La quote-part est payable, en deux versements égaux, soit au plus tard le 15 mars pour le premier versement et au plus tard le 15 juillet pour le second versement, pour chaque année pour laquelle la quote-part est établie.
19. La quote-part résultant d'un budget supplémentaire est payable complètement dans les 30 jours de l'avis du trésorier de la Communauté.
20. Un versement non payé à échéance porte intérêt au taux fixé par résolution du Conseil adopté à chaque année lors de l'adoption du budget de la Communauté.

En cas d'absence de résolution du Conseil fixant l'intérêt pour une année donnée, le taux applicable est celui fixé par la résolution du Conseil adopté l'année précédente.

21. Le taux fixé par la résolution du conseil, s'applique à toute somme payable à la Communauté qui est alors exigible ou qui le devient par la suite.

SECTION 6 – DISPOSITIONS TRANSITOIRES POUR L'EXERCICE 2001

22. Les dispositions du présent règlement établissant les quotes-parts et les versements ainsi que leur mode de paiement et le taux d'intérêt s'appliquent avec les ajustements nécessaires pour l'année 2001, sous réserve de ce qui suit.
23. Pour l'exercice financier 2001, le potentiel fiscal de chaque municipalité est celui déterminé par le ministère des Affaires municipales et de la Métropole, tel que reproduit à l'annexe A du présent règlement.
24. Pour l'exercice 2001, le trésorier de la Communauté établit, dans les 15 jours de l'adoption du budget, les quotes-parts sur la base du budget adopté.

Dans les 10 jours de l'établissement des quotes-parts, le trésorier de la Communauté doit aviser les municipalités du montant de la quote-part et des versements payables par chacune d'elles. La quote-part est payable en deux versements égaux, soit au plus tard le 30 avril 2001 pour le premier versement et au plus tard le 15 juillet 2001 pour le second versement.

25. Dans le cas où le budget pour l'exercice 2001 ne serait pas adopté le 1^{er} avril 2001, le trésorier de la Communauté établit des quotes-parts provisoires sur la base du projet de budget soumis et déposé pour adoption au Conseil pour l'exercice 2001. Les délais d'avis et la date d'échéance des paiements sont les mêmes que ceux prévus à l'article précédent.
26. Le présent règlement entre en vigueur selon la loi.

Pierre Bourque
président

Nicole Lafond
secrétaire

Ce règlement a été adopté le 26 mars 2001 par la résolution CC01-0037 et est entré en vigueur le 9 août 2001 suite à la publication d'un avis dans le journal Le Devoir.

73
ANNEXE A

Communauté métropolitaine de Montréal

Calcul du potentiel fiscal pour le budget 2001

Municipalité	Richesse foncière uniformisée	Assiette de taxation non résidentielle ajustée (x0,48)	Potentiel fiscal (art.177)	Répartition
	\$	\$	\$	%
Anjou (V)	2 003 086 694	357 576 988	2 360 663 682	1,3621
Baie-d'Urfé (V)	416 888 302	47 846 208	464 734 510	0,2682
Beaconsfield (V)	1 295 418 807	13 242 432	1 308 661 240	0,7551
Beauharnois (V)	203 014 894	13 945 606	216 960 500	0,1252
Beloil (V)	756 295 680	57 948 461	814 244 142	0,4698
Blainville (V)	1 569 289 515	104 579 083	1 673 868 598	0,9658
Boisbriand (V)	1 092 228 196	122 944 728	1 215 172 924	0,7012
Bois-des-Filion (V)	248 387 135	14 787 350	263 174 485	0,1519
Boucherville (V)	2 539 460 611	364 694 520	2 904 155 131	1,6757
Brossard (V)	3 120 494 201	267 782 551	3 388 276 753	1,9550
Calixa-Lavallée (P)	29 223 776	458 429 ²	29 682 205	0,0171
Candiac (V)	633 040 785	42 440 897	675 481 682	0,3898
Carignan (V)	291 662 475	8 079 391	299 741 866	0,1730
Chambly (V)	768 114 772	52 280 162	820 394 933	0,4734
Charlemagne (V)	156 800 779	8 262 916	165 063 695	0,0952
Châteauguay (V)	1 414 216 375	99 500 520	1 513 716 895	0,8734
Contrecoeur (V)	304 185 120	64 459 778	368 644 898	0,2127
Côte-Saint-Luc (C)	1 754 797 927	43 426 140	1 798 224 067	1,0376
Delson (V)	276 254 580	35 494 646	311 749 226	0,1799
Deux-Montagnes (V)	526 752 145	9 089 544	535 841 689	0,3092
Dollard-des-Ormeaux (V)	2 079 011 228	95 070 336	2 174 081 564	1,2544
Dorval (C)	2 077 672 558	549 970 888	2 627 643 446	1,5161
Greenfield Park (V)	695 008 995	61 066 794	756 075 789	0,4363
Hampstead (V)	660 668 375	0 ²	660 668 375	0,3812
Hudson (V)	396 988 975	12 207 259	409 196 234	0,2361
Kirkland (V)	1 317 996 407	102 186 566	1 420 182 973	0,8194
La Plaine (V)	425 644 602	13 204 085	438 848 687	0,2532
La Prairie (V)	780 398 580	44 078 782	824 477 362	0,4757
Lachenaie (V)	852 008 605	34 087 699	886 096 304	0,5113
Lachine (V)	1 861 843 366	283 676 540	2 145 519 906	1,2380
LaSalle (V)	2 819 004 221	288 410 126	3 107 414 347	1,7930
L'Assomption (V)	579 936 570	37 758 707	617 695 277	0,3564
Laval (V)	14 542 673 570	1 284 312 398	15 826 985 968	9,1321
Le Gardeur (V)	602 233 170	40 428 054	642 661 224	0,3708
LeMoyne (V)	139 670 125	11 964 402	151 634 527	0,0875
Léry (V)	126 328 416	2 185 114 ²	128 513 530	0,0742
Les Cèdres (M)	217 858 613	12 332 629	230 191 241	0,1328

ANNEXE A

Communauté métropolitaine de Montréal

Calcul du potentiel fiscal pour le budget 2001

Municipalité	Richesse foncière uniformisée	Assiette de taxation non résidentielle ajustée (x0,48)	Potentiel fiscal (art.177)	Répartition
	\$	\$	\$	%
L'Ile-Bizard (V)	729 511 153	15 370 929	744 882 082	0,4298
L'Ile-Cadieux (V)	22 143 870	78 826 ²	22 222 696	0,0128
L'Ile-Dorval (V)	3 925 600	0 ²	3 925 600	0,0023
L'Ile-Perrot (V)	318 590 400	19 229 901	337 820 301	0,1949
Longueuil (V)	4 876 449 765	461 662 145	5 338 111 910	3,0801
Lorraine (V)	506 314 650	4 162 806	510 477 456	0,2945
Maple Grove (V)	85 427 300	2 720 807	88 148 107	0,0509
Mascouche (V)	991 101 430	51 909 109	1 043 010 539	0,6018
McMasterville (M)	142 755 700	11 792 619	154 548 319	0,0892
Melocheville (VL)	93 856 509	10 984 695	104 841 204	0,0605
Mercier (V)	355 221 020	17 928 503	373 149 523	0,2153
Mirabel (V)	1 377 308 887	194 279 847	1 571 588 734	0,9068
Montréal (V)	47 521 823 313	7 082 529 526	54 604 352 839	31,5066
Montréal-Est (V)	520 744 895	193 800 871	714 545 766	0,4123
Montréal-Nord (V)	2 367 530 934	191 739 809	2 559 270 744	1,4767
Montréal-Ouest (V)	337 225 875	7 283 206	344 509 081	0,1988
Mont-Royal (V)	2 229 155 412	231 854 498	2 461 009 910	1,4200
Mont-Saint-Hilaire (V)	740 881 884	33 622 325	774 504 209	0,4469
Notre-Dame-de-l'Ile-Perrot (M)	392 432 016	6 412 343	398 844 359	0,2301
Oka (M)	192 120 327	26 955 726 ²	219 076 052	0,1264
Otterburn Park (V)	290 419 560	3 766 977	-294 186 537	0,1697
Outremont (V)	1 791 810 225	42 972 579	1 834 782 804	1,0587
Pierrefonds (V)	2 016 514 013	63 890 859	2 080 404 872	1,2004
Pincourt (V)	354 341 891	16 983 297	371 325 188	0,2143
Pointe-Calumet (M)	152 397 410	3 440 335 ²	155 837 745	0,0899
Pointe-Claire (V)	2 311 976 176	448 200 022	2 760 176 198	1,5926
Pointe-des-Cascades (VL)	31 350 504	1 008 715	32 359 219	0,0187
Repentigny (V)	2 224 723 800	146 898 231	2 371 622 031	1,3684
Richelieu (V)	192 722 565	12 303 146	205 025 711	0,1183
Rosemère (V)	814 772 126	67 794 615	882 566 741	0,5092
Roxboro (V)	215 813 775	7 592 786	223 406 561	0,1289
Saint-Amable (M)	238 696 010	8 402 116	247 098 126	0,1426
Saint-Basile-le-Grand (V)	482 806 650	16 981 161	499 787 811	0,2884
Saint-Bruno-de-Montarville (V)	1 588 268 777	197 139 048 ²	1 785 407 825	1,0302
Saint-Constant (V)	763 909 200	42 814 512 ²	806 723 712	0,4655
Sainte-Anne-de-Bellevue (V)	361 738 805	41 756 880	403 495 685	0,2328
Sainte-Anne-des-Plaines (V)	454 411 495	54 620 894	509 032 389	0,2937

ANNEXE A

Communauté métropolitaine de Montréal

Calcul du potentiel fiscal pour le budget 2001

Municipalité	Richesse foncière uniformisée \$	Assiette de taxation non résidentielle ajustée (x0,48) \$	Potentiel fiscal (art.177) \$	Répartition %
Sainte-Catherine (V)	549 089 508	33 663 350	582 752 858	0,3362
Sainte-Geneviève (V)	110 124 613	4 555 822	114 680 435	0,0662
Sainte-Julie (V)	1 116 440 220	67 901 871	1 184 342 091	0,6834
Sainte-Marthe-sur-le-Lac (V)	282 734 600	11 156 897	293 891 497	0,1696
Sainte-Thérèse (V)	979 480 010	86 093 565	1 065 573 575	0,6148
Saint-Eustache (V)	1 511 377 935	135 158 098	1 646 536 033	0,9500
Saint-Hubert (V)	2 807 774 909	221 186 602	3 028 961 511	1,7477
Saint-Isidore (P)	121 502 075	6 208 484	127 710 559	0,0737
Saint-Joseph-du-Lac (M)	195 967 245	7 926 612	203 893 857	0,1176
Saint-Lambert (V)	1 401 812 981	45 364 759	1 447 177 740	0,8350
Saint-Laurent (V)	5 642 001 930	1 254 971 858	6 896 973 788	3,9795
Saint-Lazare (P)	684 993 190	10 561 037	695 554 227	0,4013
Saint-Léonard (V)	2 999 946 005	332 028 276	3 331 974 281	1,9225
Saint-Mathias-sur-Richelieu (M)	167 084 948	3 529 889	170 614 837	0,0984
Saint-Mathieu (M)	79 608 326	5 966 178	85 574 504	0,0494
Saint-Mathieu-de-Beloeil (M)	154 072 200	16 824 248	170 896 448	0,0986
Saint-Philippe (M)	158 104 150	4 878 947	162 983 097	0,0940
Saint-Sulpice (P)	129 083 081	4 250 838	133 333 920	0,0769
Senneville (VL)	163 178 718	12 418 944	175 597 662	0,1013
Terrasse-Vaudreuil (M)	74 494 872	1 977 231	76 372 102	0,0441
Terrebonne (V)	1 614 888 086	139 750 701	1 754 638 787	1,0124
Varennes (V)	1 091 609 115	143 314 928	1 234 924 043	0,7125
Vaudreuil-Dorion (V)	936 702 660	91 089 460	1 027 792 120	0,5930
Vaudreuil-sur-le-Lac (VL)	49 077 910	392 148	49 470 058	0,0285
Verchères (M)	216 532 202	9 244 876	225 777 078	0,1303
Verdun (V)	2 225 351 446	96 293 168	2 321 644 614	1,3396
Westmount (V)	2 958 522 557	134 470 917	3 092 993 474	1,7846
101 municipalités	156 087 308 558	17 223 745 099	173 311 053 657	100,0000

1. Potentiel fiscal incluant un coefficient de 0,48 selon l'art. 58, par. 3° du PL 170.
2. L'assiette des immeubles assujettis à la taxe ou la surtaxe sur les immeubles non résidentiels est estimée.

Source des données de base: Ministère des Affaires municipales et de la Métropole
 Direction des politiques fiscales et économiques
 (Données du 5 février 2001)